

J.L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?*

Harper Collins, 1998: un compte-rendu par Micheline Dumont

Parmi la corporation historique, le nouveau vilain de l'histoire canadienne se nomme Granatstein. Parmi le grand public, le nouveau héros de l'enseignement de l'histoire canadienne se nomme Granatstein. Pourtout, le célèbre historien, vilain ou héros, était absent du récent colloque de l'Institut d'études canadiennes de McGill : «Giving the Past a Future / L'Avenir de notre passé», en janvier 1999. L'ombre de son ouvrage controversé planait toutefois sur la plupart des débats. Je voudrais proposer quelques réflexions critiques sur l'ouvrage de Granatstein en examinant successivement les quatre mots qui en constituent le titre, car ce faisant, on se trouve à mettre le doigt sur quelques problèmes théoriques reliés à sa conception de l'histoire. Je voudrais ainsi dépasser le caractère pamphlétaire de son livre et contribuer à la réflexion sur les problèmes réels qu'il soulève.

Who?

Qui est coupable? Dans ce procès, car c'en est un, le box des accusés devra s'agrandir comme le hall d'une gare pour accueillir toutes les personnes mises en accusation : la direction et le personnel de tous les ministères de l'éducation des dix provinces canadiennes, et ce depuis les trente dernières années, coupables d'avoir diminué le temps consacré à l'enseignement de l'histoire; [on notera au passage que ses informations concernant le Québec sont erronées : l'histoire générale s'enseigne en 2^e secondaire (grade 8), l'histoire du Québec et du Canada s'enseigne en 4^e secondaire (grade 10) et l'histoire du XX^e siècle est optionnelle en 5^e secondaire (grade 11)]; les praticiens de la nouvelle pédagogie, coupables d'avoir mis de l'avant la théorie du «Process as content»; les membres de tous les départements d'histoire des universités canadiennes, coupables des interprétations nouvelles qui font trop ressortir les soi-disant divisions de la société canadienne et coupables d'écrire des livres rendus illisibles par le jargon académique; les responsables de la politique du multiculturalisme, coupables d'avoir occulté les éléments de l'identité canadienne; les leaders des diverses communautés culturelles ou minoritaires du Canada, coupables de poser des exigences au contenu de l'histoire enseignée au nom de la rectitude politique. Ces personnes de tout évidence ne sont pas des assassins, mais plutôt les acteurs d'une conjoncture inédite. Dans le crime ici invoqué, il n'y a pas d'intention, mais les éléments d'un contexte. Voici l'approche très journalistique qui cherche des coupables et des scandales au lieu de tenter d'expliquer l'émergence d'une situation nouvelle, comme l'exige la méthode historique. Presque tout le monde admet l'importance des fonctions éducatives et sociales de l'histoire, et pour un Henry Ford qui proclamait «History is bunk» en 1920, on trouvera des litanies de spécialistes de tous horizons qui établissent les multiples vertus de la discipline! Mais cette opinion se trouve niée par le mépris administratif qui se dégage des curriculums. Nous avons donc un contexte, et non pas des

coupables : la nuance vaut d'être précisée. Granatstein pratique ici allègrement les procédés qu'il reproche aux journalistes. Au surplus, ce contexte est généralisé à l'ensemble du monde occidental. Toutes les analyses le démontrent : le Canada ne fait pas figure d'exception.

Killed

Le mot est fort. Y a-t-il vraiment un cadavre? L'histoire canadienne est-elle morte? Le nombre d'historiens, professionnels et amateurs, n'a jamais été si grand. Les revues d'histoire sont légion. Les lieux historiques foisonnent; mieux, ils attirent chaque année des millions de visiteurs. Les gouvernements de différents niveaux ont investi des crédits considérables dans la restauration ou la reconstitution des traces matérielles du passé. Les musées se multiplient tout comme les sociétés de généalogie et les sociétés d'histoire locale et régionale. La télévision offre des canaux spécialisés en histoire. Le film et le roman historiques sont presque aussi populaires que la science fiction. L'histoire n'est pas une appellation contrôlée et elle est devenue, parmi toutes ses fonctions, un produit de consommation. On se trouve en face du paradoxe souligné par Desmond Morton à l'occasion du colloque «L'avenir de notre passé» : l'histoire est populaire dans presque tous les milieux sauf à l'école. L'histoire n'est pas morte, elle a envahi tous les milieux. Les solutions pédagogiques qui ne prendront pas ce constat comme point de départ sont vouées à l'échec. Aussi, l'histoire n'est plus exercice de mémorisation, elle est mémoire. Qu'est-ce donc qui est mort dans l'ouvrage de Granatstein? Une certaine conception de l'histoire canadienne, qui a dominé pendant quelques décennies mais qui est devenue caduque. Une certaine conception de la pratique de l'histoire qui voudrait nier les acquis considérables des avenues nouvelles de la recherche historique. Quel bilan doit-on faire de cette situation nouvelle?

Un premier problème concerne les effets pervers reliés à la banalisation de l'histoire devenue loisir, évasion, imaginaire, représentation symbolique, produit de consommation. Quelle est l'image et la conception qui se dégagent de tous ces musées, parcs, minutes du patrimoine, romans, téléseries, et autres parcours patrimoniaux? L'histoire n'est pas mémorisation, mais elle n'est pas davantage cet agglomérat disparate de vieux objets, de récits sentimentaux, de reconstitutions gigantesques et tutti quanti. Il serait impératif de connaître rigoureusement la question et s'interroger plutôt sur la conception de l'histoire des réalisateurs de films et des gestionnaires du patrimoine! Ils semblent, les uns et les autres, beaucoup plus préoccupés de l'authenticité des décors et des costumes que de la vraisemblance historique ou de la signification collective. Mais Granatstein ne s'interroge pas sur cette nouvelle réalité beaucoup plus préoccupante.

Son réquisitoire est féroce contre les praticiens de l'histoire sociale. Aussi étaient-ils nombreux, au colloque de McGill, à se présenter comme «killer of canadian history». Granatstein a sans doute raison de déplorer le caractère abscons et sur-spécialisé de plusieurs recherches universitaires. Mais il ne semble pas conscient de l'impact colossal de ces recherches sur un large public ou sur les groupes minoritaires. Surtout, il ne fait pas les distinctions requises entre la recherche spécialisée et les ouvrages de synthèse qui n'ont pu que bénéficier de l'élargissement et l'approfondissement de l'histoire sociale. Que la ligne directrice de l'histoire soit maintenant plus difficile à discerner, c'est une évidence. Mais on n'y arrivera pas en retournant aux synthèses obsolètes qui imposaient le primat exclusif de l'histoire politique, «the narrow network of power brokers» selon l'expression de Peggy Hooke, une enseignante du secondaire en Ontario.

Canadian

Ici se profile le vieux débat qui a empoisonné l'enseignement de l'histoire canadienne. On a débattu de la question du manuel unique d'histoire du Canada au Sénat dans les années 1930 et durant la Seconde Guerre mondiale. À l'unanimité, les historiens professionnels des années 1950 ont conclu à son impossibilité dans les deux communautés nationales. Les travaux de la commission sur le biculturalisme et le bilinguisme dans les années 1960 ont révélé les différences qui séparaient les deux communautés nationales, dans l'enseignement de l'histoire pendant que des dizaines de recherches universitaires en établissaient les contours. Cette question n'est d'ailleurs pas une spécialité canadienne : une bibliographie de 500 titres a été établie pour les recherches sur les manuels américains. Comme aime le rappeler Jacques Lacoursière, le manuel unique produit au Canada en 1967 : *Canada : Unity in Diversity/Canada, Unité et Diversité*, de Cornel, Hamelin, Ouellet et Trudel, [on notera la différence dans les titres], n'a eu aucun succès dans les collèges du Canada. L'émergence du multiculturalisme n'a fait que démultiplier les données de ce vieux problème. Qui est sujet de l'histoire canadienne? La réponse à cette question sera toujours complexe. La réalité est toutefois plus profonde : c'est la nature même de l'histoire, qui la place au coeur des préoccupations politiques et nationales de tous les pays.

Cette fois, Granatstein souhaite des «national standards», à l'image de la démarche que les Américains viennent de vivre, quand ce ne serait, propose-t-il que pour susciter un débat. Lucia Ferretti a procédé récemment à un examen attentif de l'expérience américaine [dans un chapitre de *À propos de l'histoire nationale*, (Comeau et Dionne éd., Septentrion 1998, 65-76)] : «Si les objectifs majeurs du cours d'histoire sont bien de contribuer à bâtir l'identité personnelle, à faire comprendre les enjeux nationaux et à préparer à la citoyenneté active ainsi qu'à éduquer à l'ouverture et à la tolérance, alors le moyen de rencontrer ces objectifs, c'est de reconnaître à la fois : 1. La légitimité de la définition que les groupes se donnent d'eux-mêmes, incluant les conflits qui les traversent; 2. La violence qui a été exercée envers les groupes dominés, incluant

les lectures divergentes qu'ils en ont faites; et 3. La part de tous les groupes à la construction toujours en renouvellement de l'identité et des valeurs communes sur lesquelles se fondent les projets et les oppositions politiques». Je ne suis pas sûre que Granatstein ait fait, de l'expérience des «National standards» américains, une lecture aussi complexe. Il part de la prémisse que l'histoire canadienne doit être belle et rassembleuse et repousse du revers de la main toute vision de l'histoire canadienne qui ne vise pas l'unité canadienne. On ne trahit pas plus clairement des visées politiques. C'est faire peu de cas des «conflits de la mémoire et de la mémoire des conflits» selon l'heureuse expression de François Audigier, invité français au colloque de McGill.

History

L'ambiguïté du mot histoire se retrouve au coeur de l'ouvrage de Granatstein. En anglais, en allemand et en français, le même mot désigne le passé et la connaissance que nous en avons. Cette vérité élémentaire, [c'est la première leçon du cours de Méthodologie 101], ne semble pas vraiment présente dans cet ouvrage. Fort de l'existence d'une réalité historique intangible, Granatstein a beau répéter à plusieurs reprises que chaque génération doit reprendre l'interprétation de l'histoire, il continue de postuler un ensemble de faits, qui devraient résister à toute interprétation. Or, ce que nous ont appris les recherches récentes sur la construction du récit historique, sur sa force discursive, établit justement que la pratique historique et la réception du discours historique sont des réalités soumises à l'historicité et qu'il est vain de les confronter à un passé perçu comme préférable. Granatstein a raison de réclamer un enseignement formel de l'histoire plus important à l'école. Mais la connaissance historique n'a rien à voir avec les résultats des sondages qu'il cite au début de son ouvrage. La connaissance de l'histoire implique des opérations intellectuelles passablement plus complexes que la mémorisation : la compréhension, l'analyse, la synthèse, la critique, la conceptualisation. Elle implique aussi des éléments affectifs reliés à la mémoire collective. Dans tous les pays du monde, des citoyens s'alarment que les jeunes ne connaissent pas la date de la bataille de Hastings, ou de Marignan, ou de Gettysburg, mais seraient bien en peine d'en définir le contexte, les enjeux et la portée. Si on veut mesurer les connaissances historiques des gens, il faut leur demander ce qu'ils savent, et non pas ce qu'on pense qu'ils devraient savoir. C'est ce qu'a très bien compris Jocelyn Létourneau, de l'Université Laval, qui demande aux étudiants qui arrivent à l'université d'écrire un texte sur l'histoire du Québec. Les étudiants y placent très peu de connaissances factuelles, mais leur compréhension de l'histoire du Québec et du Canada y est facile à décoder. Ajoutons que l'école doit être le lieu d'une formation critique de l'histoire en développant la capacité d'assimiler des arguments complexes, de reconnaître les thèses en présence et de les appréhender en fonction des interrogations du présent. Elle ne doit pas être le lieu d'un endoctrinement organisé.

...suite à la page 14

Et la guerre?

Le dernier chapitre de l'ouvrage constitue un plaidoyer pour remettre à l'honneur le souvenir de la participation des Canadiens aux deux guerres mondiales. En filigrane derrière les questions controversées qu'il aborde, notamment autour du film *The Valour and the Horror*, des frères McKenna, on trouve toutefois la très vieille association entre la guerre et l'histoire. Ne date-t-elle pas de Thucydide? Au XIX^e siècle, lorsque les nouvelles démocraties ont placé l'histoire dans le curriculum scolaire, on ne faisait pas mystère des visées patriotiques qui y étaient attachées, et ce patriotisme était le plus souvent nourri des récits héroïques des guerres de la nation. Cela était si flagrant qu'après la boucherie de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations a établi une commission pour examiner les manuels d'histoire et que pas moins de 26 congrès internationaux ont eu lieu entre 1920 et 1935 sur le thème du développement de l'esprit international par l'enseignement de l'histoire. Le traitement de la guerre et des rivalités nationales était au coeur des discussions. Ce débat a été poursuivi à l'Unesco après 1946. Dans la mythologie canadienne, on a toujours fait beaucoup de cas du rôle positif des guerres dans la constitution d'une identité nationale : 1812, Vimy. Cette idée se déploie avec intensité dans le dernier chapitre de Granatstein, sincèrement scandalisé de l'oubli où seraient tombés les soldats canadiens morts dans les deux guerres mondiales. Certes, la population canadienne a oublié le nom de quelques batailles, et plusieurs confondent parfois les deux guerres mondiales. Mais je ne suis pas sûre que les trous de mémoire soient si catastrophiques. Et je m'en

voudrais de ne pas souligner le rôle du genre dans cette vision de l'histoire. Dans un article récent, une historienne australienne proposait : «Mission impossible : How Men gave Birth to the Australian Nation. Nationalism, Gender and other Seminal Acts» [*Gender and History*, 4/3, 1992]. Cet article évoque le rôle de la bataille de Gallipoli dans la constitution de l'identité australienne et en critique les significations androcentriques. Il me semble que la conception de Granatstein, qui exalte l'histoire militaire, n'est pas de bon augure dans le choc des visions nationales qui s'opposent en histoire canadienne.

•••••

L'histoire est un discours, une construction, «un mensonge sur lequel on s'est mis d'accord», disait Napoléon avec cynisme. Mais l'histoire est aussi exigence, critique, interrogation, rapport central entre l'aujourd'hui et le passé. Tant mieux si plusieurs groupes interrogent le passé. Tant mieux si l'interprétation hégémonique d'un groupe n'est plus possible. «Quand on a pour objectif autre chose que l'histoire, on est amené à enseigner autre chose que l'histoire», écrivait déjà en 1925 Roger Cousinet, [*L'enseignement de l'histoire et l'éducation nouvelle*]. Je ne crois pas qu'il faille laisser la gestion de la mémoire collective aux politiciens ou aux amuseurs publics. Les historiens et les historiennes sont appelés à la vigilance.

Micheline Dumont, Université de Sherbrooke.

